» PRESSE NATIONALE

Politique

RATIFICATION DE L'ACCORD PORTANT CRÉATION DE LA BERD : LES DÉPUTÉS ACCORDENT LEUR QUITUS AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, a le feu vert des députés. En effet, après son adoption par la Commission des Relations extérieures (CRE), le lundi 7 octobre dernier, le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), signé le 26 mai 1990, à Paris, tel que modifié en octobre 2006, en septembre 2012 et en septembre 2013, a été adopté à l'unanimité par les députés en séance plénière, hier, mercredi 9 octobre. Apportant des éclaircissements, l'honorable Famoussa Coulibaly, président de la CRE, a indiqué que cette banque est différente des autres dans son plan d'exécution.

COOPÉRATION MILITAIRE : LA FRANCE REDÉFINIT SA STRATÉGIE AVEC LA CÔTE D'IVOIRE

Une rencontre s'est tenue, le lundi 7 octobre 2024, à la salle d'honneur de l'état-major général des armées, à Abidjan-Plateau, entre le chef d'état-major général des armées de Côte d'Ivoire, le général de corps d'armée, Lassina Doumbia, et le chef du commandement français pour l'Afrique, le général de division, Pascal Lanni, informe un communiqué des services de communication de l'armée ivoirienne. Cette séance de travail de 90 mn a permis au chef de la toute nouvelle structure de l'armée française de présenter ses missions et ébaucher les perspectives de coopération avec les Forces armées de Côte d'Ivoire, apprend la source. Au nombre des chantiers imminents du nouveau commandement, la rétrocession graduelle du Camp de Port-Bouët aux Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI) et la planification conjointe des exercices militaires.

RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE : COULIBALY-KUIBIERT SOLLICITE L'IMPLICATION DES DÉPUTÉS

Faire d'une pierre deux coups. Dans le cadre de l'opération de mise à jour du fichier électoral qui s'ouvre le 19 octobre prochain, le président de la Commission électorale indépendante (CEI), Ibrahime Coulibaly-Kuibiert, a eu, hier, mercredi 9 octobre 2024, une réunion d'informations et d'échanges sur le mode opératoire de l'opération de Révision de la liste électorale, avec les députés au sein de l'hémicycle. Il a saisi l'occasion pour solliciter l'implication des parlementaires dans cette opération. « Je voudrais que vous vous associiez à la CEI pour rendre la liste électorale propre. C'est dans notre intérêt à tous », a-t-il d'emblée plaidé. En ce qui concerne la CEI, il a indiqué : « Nous allons faire tout ce qui est de notre pouvoir pour que la liste soit fiable. »

Economie

L'ambassadeur de Suède en Côte d'Ivoire, Mia Rimby, a conduit une délégation d'hommes et femmes d'affaires du secteur public et privé de son pays, hier, mercredi 9 octobre 2024, au cabinet du ministre d'État, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, Kobenan Kouassi Adjoumani. Au centre des échanges, il a été question de la transformation des déchets agricoles pour promouvoir une économie verte et durable. C'est pourquoi, le ministre d'État, Kobenan Kouassi Adjoumani, a salué l'importance de ce partenariat entre les deux pays qui, de son aveu, a débuté en 2020, avec la Suède.

Mamadou Sangafowa-Coulibaly, ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, entend faire du Salon international des ressources extractives et énergétiques (SIREXE), prévu à Abidjan, du 27 novembre au 2 décembre 2024, une réussite. C'est pourquoi, à toutes les tribunes auxquelles il prend part, il sensibilise ses interlocuteurs sur la nécessité de participer au Salon d'Abidjan. Cela a été le cas, les jeudi 3 et vendredi 4 octobre 2024, alors qu'il prenait part, à Oslo en Norvège, au 13e sommet d'affaires nordique-africain, organisé par le Ministère des Affaires étrangères norvégien et l'Association norvégienne des affaires africaines (NABA).

C'est la reconnaissance des efforts du Président de la République, Alassane Ouattara. La Côte d'Ivoire fait office de bonne élève en matière de prévention et de lutte contre la corruption. L'information est de Seynabou Ndiaye Diakhaté, présidente du Conseil consultatif de l'Union africaine contre la corruption (CCUAC). Elle exprimait ce satisfecit, hier, mercredi 9 octobre 2024, à Abidjan-Cocody, au sortir d'une séance de travail avec le Secrétaire général du Conseil supérieur de la Magistrature, Camara Siaka, et ses collaborateurs. Une rencontre qui s'inscrit dans le cadre d'une mission d'évaluation physique entreprise par le CCUAC en Côte d'Ivoire, pour la mise en œuvre de la Convention de l'Union africaine sur la prévention et lutte contre la corruption.

« Stratégies pertinentes de financement durable de la lutte contre le changement climatique en Afrique ». Tel est le thème du 11ème sommet du Think tank d'Afrique ouvert, le mercredi 9 octobre 2024, à Abidjan-Plateau. Cet événement est couplé à la 33e session annuelle du Conseil des gouverneurs de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), présidé par Adama Coulibaly, ministre ivoirien des Finances et du Budget. Dans son allocution, le ministre a exhorté les États à veiller au renforcement de l'alignement des fonds disponibles avec les priorités nationales, dans le cadre du financement durable de la lutte contre le changement climatique. Adama Coulibaly a ajouté que l'appropriation par les pays africains des critères d'éligibilité et des procédures administratives qui entourent les financements internationaux et le renforcement des capacités institutionnelles, s'avère indispensables pour préparer des projets bancables.

RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHÉSION SOCIALE ET CONSOLIDATION DE LA PAIX : L'OSCS ET LA DGDDL S'ENGAGENT À TRAVERS UNE CONVENTION DE PARTENARIAT

L'Observatoire de la solidarité et de la cohésion sociale, structure sous tutelle du Ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté (OSCS), a signé une Convention de partenariat avec la Direction générale de la décentralisation et du développement local (DGDDL), le vendredi 4 octobre 2024. Cette signature de Convention, qui a eu lieu au siège de la DGDDL, à Abidjan-Plateau, a pour but de mutualiser les efforts des deux structures en vue d'œuvrer au renforcement de la solidarité, de la cohésion sociale et de la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire. « Si nous voulons réformer notre pays, il faut avoir des données fiables. Il faut aller vers la base pour avoir des indices de solidarité et de la cohésion sociale qui reflètent la réalité de notre territoire », a indiqué Dr Fidèle Yapi, DG de la DGDDL.

19E SOMMET SUR LA FRANCOPHONIE : LE SYSTÈME ÉDUCATIF IVOIRIEN CITÉ EN EXEMPLE

Le système éducatif ivoirien s'est illustré de la plus belle des manières. En effet, en prélude du 19e sommet sur la Francophonie qui s'est déroulé en France à Paris, les 4 et 5 octobre 2024, le système éducatif ivoirien a été cité en exemple. Selon la présidente du conseil régional de l'Île-de-France, Valérie Pécresse, l'action de la ministre ivoirienne de l'Éducation nationale, Mariatou Koné, d'intégrer la dictée dans le programme scolaire ivoirien a motivé la France d'en faire autant. « La Côte d'Ivoire nous a montré le chemin de la pure illustration des résultats du retour de la dictée dans les salles de classe à plébisciter par la région de l'Île-de-France », a-t-elle fait savoir. La ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Professeuse Mariatou Koné, à cette occasion, a dressé le bilan des actions menées par la Côte d'Ivoire.

VU SUR LE NET

Economie

« ARTCI DAYS » 2024 : UN PARTENARIAT SIGNÉ ENTRE L'ARTCI ET L'ÉCOLE MULTINATIONALE SUPÉRIEURE DES POSTES; LE TIMBRE COMMÉMORANT LES 150 ANS DE L'UPU DÉVOILÉ

Le Ministère de la Transition numérique et de la Digitalisation a réitéré, mercredi 9 octobre 2024, à Abidjan-Marcory, sa volonté de rénover et de moderniser la Poste de Côte d'Ivoire. C'était lors des festivités de la première édition des Journées du Régulateur dénommées « ARTCI Days », placée sous le thème « Innover pour un service postal inclusif et performant : défis et opportunités de la régulation. » Dans un monde en pleine digitalisation, Narcisse Ekissi, Directeur de Cabinet, représentant le ministre Kalil Konaté, en charge de la Transition numérique, a indiqué : « Le Gouvernement est attentif à ces défis et travaille progressivement pour améliorer les services postaux », avant d'annoncer « les diligences majeures de rénovation, de modernisation et de renforcement des capacités opérationnelles en cours au niveau de la Poste de Côte d'Ivoire ». (Source : CICG)

BAISSE DES FACTURES D'ÉLECTRICITÉ : UNE OPPORTUNITÉ POUR ADOPTER DES PRATIQUES ÉNERGÉTIQUES DURABLES

La Côte d'Ivoire connaît actuellement une baisse significative des factures d'électricité, une tendance largement attribuée à des conditions climatiques plus clémentes. Après les mois de janvier et février, marqués par une chaleur accablante qui a entraîné une hausse massive de la consommation d'énergie due à l'usage intensif des climatiseurs et ventilateurs, la période actuelle offre un répit aux ménages ivoiriens. Le ministre des Mines, de l'Énergie et du Pétrole, Mamadou Sangafowa, avait annoncé une

baisse des factures d'électricité après la période de chaleur intense de février à juin 2024, suscitant d'abord du scepticisme. Aujourd'hui, les Ivoiriens constatent une diminution significative de leurs factures, confirmant les prévisions du ministre. Lors d'une conférence de presse, le 6 juin 2024, il avait expliqué que cette baisse était liée à une optimisation des appareils électroménagers et à l'amélioration du climat.

21ÈME ÉDITION DE L'IDA : LA MINISTRE NIALÉ KABA SITUE LES ENJEUX DE L'ÉVÈNEMENT

Invitée de la première chaîne de la télévision nationale (RTI1), le 07 octobre 2024, la ministre de l'Économie, du Plan et du Développement, Nialé Kaba, a présenté les enjeux de l'organisation de la 21ème reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (IDA-21) prévue en décembre 2024 à Abidjan. Selon Nialé Kaba, les enjeux de cet événement sont multiples. Il s'agira, notamment, de mobiliser des ressources financières pour le développement en Afrique, de discuter des politiques économiques qui permettront d'accélérer la croissance et de réduire la pauvreté, de coordonner les efforts régionaux pour faire face aux défis communs tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire et les infrastructures, etc. (Source : CICG)

Société ↗

ÉCHANGES CITOYENS : LE GOUVERNEMENT À LA RENCONTRE DES POPULATIONS DU DISTRICT AUTONOME DU ZANZAN, CE SAMEDI 12 OCTOBRE 2024

La cinquième édition des "Échanges Citoyens" se tiendra, ce samedi 12 octobre 2024, dans le District autonome du Zanzan, en présence du ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amadou Coulibaly, et du ministre-gouverneur, Touré Souleymane. Les échanges entre les autorités gouvernementales et les citoyens du District autonome du Zanzan se dérouleront à l'université de Bondoukou, sur le thème "Phase 2 du Programme social du gouvernement : acquis, perspectives et retours citoyens". Outre ce sujet, les populations auront l'occasion de présenter leurs besoins et attentes aux autorités gouvernementales. (Source : CICG)

SAN PEDRO : LA DIRECTION RÉGIONALE DES TRANSPORTS EN CAMPAGNE POUR LA SÉCURITÉ DES USAGERS DITS VULNÉRABLES

« Protection des usagers vulnérables de la route », c'est le thème de la 21ème semaine nationale de sécurité routière programmée du 03 au 10 octobre 2024. Le Ministère des Transports s'inscrit ainsi dans la dynamique d'une meilleure sécurisation des usagers vulnérables. Notamment, les cyclistes, les motocyclistes, les tricyclistes et les piétons. L'objectif de la tutelle est de faire baisser le taux des accidents de la route. Mais plus précisément, ce dont sont victimes ces usagers vulnérables. D'autant plus que les chiffres de l'Office de sécurité routière (OSER) indiquent que ceux-ci représentent 60% des accidentés de la voie publique. La direction régionale des transports du Bas-Sassandra traduit cette intention en acte dans le Sud-Ouest du pays, depuis le lancement de l'opération à la plateforme des gares routières de San Pedro.

PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS : LES REVALORISATIONS RÉGULIÈRES DES PENSIONS ONT AUGMENTÉ À HAUTEUR DE 30% AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES

Au cours de la conférence de presse hebdomadaire "Tout Savoir Sur", du CICG, le mardi 08 octobre 2024, la directrice générale de la Protection sociale, Fatou Fofana Soro, a révélé que les revalorisations régulières des pensions ont augmenté à hauteur de 30% au cours des dix dernières années. « Pour préserver et améliorer le pouvoir d'achat des retraités, le Gouvernement a institué des revalorisations

régulières des pensions. En effet, dans le secteur privé et public, les retraites ont augmenté à hauteur de 30% au cours des dix dernières années », a déclaré Fatou Fofana Soro. Selon elle, cette progression permet de compenser l'inflation et d'assurer un meilleur niveau de vie aux retraités, tout en préservant l'équilibre financier des caisses. (Source : CICG)

Sport

L'INTELLIGENT

SOUTIEN DE L'APPUI AUX SPORTS : LA PARAFISCALITÉ DE TROIS FÉDÉRATIONS MENACÉE

Le Ministère des Sports et du Cadre de vie a notifié aux Fédérations Ivoiriennes de Natation et de Sauvetage, de Rugby et de Boxe, le lundi 07 octobre 2024, la suspension possible, à titre conservatoire, de leur parafiscalité, pour « défaut flagrant d'application des règles de bonne gouvernance ». « Vous vous êtes rendu coupable de violation de l'article 10 (TITRE II, CHAPITRE II) de la loi N°2014-856 du 22 décembre 2014, relative au sport. Par conséquent, nous envisageons des mesures administratives pouvant mener à l'interruption des aides financières, subventions et autres ressources publiques au profit de la Fédération », peut-on lire dans la note transmise aux fédérations sportives concernées.

» AGENCE DE PRESSE

Société

LE GOUVERNEMENT S'ENGAGE À ASSURER AUX RETRAITÉS UNE FIN DE CARRIÈRE DIGNE ET SÉCURISÉE (MINISTÈRE)

Le Gouvernement ivoirien, par l'entremise du Ministère de l'Emploi et de la Protection sociale, réaffirme son engagement à garantir à chaque retraité une fin de carrière honorable et protégée. « Je tiens à vous assurer que le Gouvernement reste fermement engagé dans cette dynamique, convaincu qu'une retraite digne est non seulement un droit fondamental, mais aussi un devoir national », a déclaré la directrice générale de la Protection sociale, Fofana Fatou Soro. Lors de son intervention à la Tribune d'échanges sur l'actualité nationale « Tout savoir sur » du CICG, mardi 9 octobre 2024, à Abidjan-Plateau, Mme Fofana a appelé pour la construction d'une Côte d'Ivoire où chaque citoyen peut envisager l'avenir avec sérénité, soutenu par un système de retraite sûr et un cadre de protection sociale solide et durable.

Restez connectés à l'actualité du gouvernement
en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels

@gouvci.official

@gouvci

@gouvci.official

gouvcivideo

gouvci

+225 07 87 36 36 36

@gouvciofficial

101
Aide Gouvernement